

La colère des IBODE gronde et s'amplifie : ils seront dans la rue le **14 novembre**

Depuis la rentrée les IBODE sont en grève. Pour seule réponse, le ministère tente des manœuvres de diversion et joue la montre, mais les IBODE ne sont pas dupes : ils restent mobilisés et disent massivement **STOP !**

Ils exigent :

- L'application stricte de leur décret d'exclusivité et la fin des reports décidés autoritairement sous pression des lobbies.
- Que tous les nouveaux infirmiers recrutés pour l'activité de chirurgie dans les blocs opératoires soient qualifiés IBODE, et ce dès 2021 partout et dans tous les secteurs.
- Un grand plan national de formation pour accompagner dans tous les secteurs :
 - Les infirmiers DE déjà en poste au bloc opératoire vers la qualification IBODE par la voie classique ou la VAE (voie qui devra être fermée en 2026)
 - Les derniers IBODE n'ayant pas suivis la formation leur permettant de réaliser les nouveaux actes exclusifs.
- Une campagne sous calendrier contraint de rédaction des protocoles cadrant leurs actes exclusifs. Les IBODE doivent pouvoir exercer leurs prérogatives.
- La reprise immédiate de la réingénierie de la formation et l'attribution du grade Master au Diplôme d'état d'infirmier de bloc opératoire.

Il y a aussi urgence à revoir les rémunérations à la hausse pour qu'elles correspondent au moins au niveau réel de salaire d'une profession à Bac+ 5. Pour rappel, la France reste classée avant-dernière de tous les pays de l'OCDE pour la rémunération des infirmiers hospitaliers, scandale qui impacte encore plus les IDE spécialisés. La valeur du point doit également être débloquée et un rattrapage doit intervenir. La pénibilité de l'exercice doit être à nouveau reconnue

L'ensemble des infirmiers de ces secteurs doivent dire stop aux dérives : les blocs opératoires ne sont pas des ateliers de production d'actes, nos patients des objets.

Il y a évidemment le combat spécifique à mener pour la profession, mais rien ne sera possible si nos établissements et le système de santé n'obtiennent pas tous les moyens nécessaires.

La loi de finance de la sécurité sociale pour 2020 annonce une hausse de 2,1% de l'ONDAM hospitalier. C'est un trompe l'œil : cela aboutira en fait à une baisse des moyens pour nos maternités puisque le coût de la demande de soins est en hausse de 4,5% et l'inflation de 1% . Au final, prêt d'un milliard manquera pour répondre aux besoins.

En fait, le gouvernement prend de l'argent à la santé pour financer certaines largesses offertes à ses «amis» et cela doit cesser !

Rien n'est obtenu sans lutte : les IBODE de la CGT appellent donc leurs collègues à se mobiliser fortement le 14 novembre 2019 aux côtés des autres professionnels et des usagers. Seul on va vite, ensemble on va loin !

Rejoignez la CGT, première organisation représentative de la FPH, et contactez le collectif national des infirmiers spécialisés de l'UFMICT CGT

